



RÉNDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0149-AR

SLO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0149

du 27 DEC. 2022

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

fixant à compter de 2023
le tarif hébergement pour les bénéficiaires de
l'aide sociale à la Résidence Autonomie
« La Maisounnaie » de Saint Sauvant
gérée par le CCAS de Saint Sauvant

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 9 septembre 2021 portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie « la Maisounnaie » de Saint Sauvant à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0038 du 16 novembre 2021 relative à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « la Maisounnaie » de Saint Sauvant à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif journalier relatif à l'hébergement des personnes âgées, remboursable à la Résidence Autonomie « la Maisounnaie » de Saint Sauvant pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixée, à compter de 2023, à 45,68 €.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0149-AR

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON